

Lors de la seizième assemblée générale, à l'automne de 1961, John Kennedy s'exprimait ainsi:

Mais c'est pourquoi on ne peut feindre d'ignorer que le vent de l'autodétermination n'a pas encore soufflé sur l'empire communiste, où une population bien autrement considérable que celle qu'on appelle officiellement «dépendante» vit sous le joug de gouvernements mis en place par des troupes étrangères au lieu de jouir d'institutions libres.

• (8.10 p.m.)

Pourtant, nous sommes si heureux au Canada de voir ces échanges culturels avec cette nation soi-disant libre où tout est muselé et où toute nation associée avec l'URSS, censée être une union, est exploitée. Nous sommes silencieux. Est-ce par faiblesse ou pour d'autres raisons? Le président des États-Unis n'a pas eu peur de faire des déclarations. Feu M. Adlai Stevenson a dit ceci, aux Nations Unies: «Le droit à l'autodétermination n'a jamais été accepté par l'Union soviétique dans les régions sous sa tutelle.»

Les Canadiens, les groupes ethniques qui continuent au prix de tant d'efforts à lutter pour la liberté de leur terre natale et qui entendent de pareils discours de chacun d'entre nous à leurs réunions, ont le droit de connaître la politique du gouvernement canadien à ce sujet—si nous en avons une. Si nous n'en avons pas, il vaut autant le dire.

Je m'associe à l'honorable député d'Oxford. Il a évoqué dans son discours de nombreuses régions que le ministre a passées sous silence. Il semble que nous n'ayons aucune politique à l'égard de ces régions ou bien que le ministre ait préféré n'en rien dire. Je crois que nous avons le droit d'entendre le point de vue du ministre sur toutes les questions que mon honorable ami a soulevées, avant d'adopter le premier article de ce budget des dépenses.

Le ministre a raison de dire que ce sujet me tient au cœur. Ce n'est pas la première fois que j'en parle. Je crois qu'au fond le ministre est de mon avis. Mais si c'est une chose que d'être homme d'État, c'en est apparemment une autre de croire à la liberté des hommes. J'espère qu'il va faire, ici même, une déclaration à ce sujet. S'il ne le fait pas, je lui poserai ces questions de nouveau.

L'hon. M. Martin: L'honorable député ne me ferait-il pas l'honneur de dire qu'il a lu la déclaration dont j'ai parlé et que j'ai faite moi-même, comme secrétaire d'État aux Affaires extérieures, à l'Assemblée générale, le 24 septembre?

[M. Mandziuk.]

M. Mandziuk: Je n'ai pas le texte ici. Je savais que le ministre en a fait une. J'essaie de montrer combien nous sommes évasifs dans ces questions d'intérêt vital pour un grand nombre de Canadiens.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, il est d'usage de commencer ce genre de discours en adressant des félicitations au ministre. Nous ne pouvons le faire dans les circonstances actuelles. Nous pouvons, cependant, me semble-t-il, féliciter l'honorable représentant d'être ici. Quand je songe à tous les changements importants qui ont été faits dans le Cabinet dont il fait partie, cela me rappelle la remarque d'un député de la Chambre britannique en circonstances semblables qui félicitait un ministre «de garder sa tête sur les épaules alors que tous autour de lui la perdent». C'est là toute une réussite. Nous sommes heureux de voir l'honorable représentant à sa place et j'ai hâte de l'entendre parler, comme il le fait habituellement, si éloquemment, si bien, et si laconiquement.

Un débat sur les affaires extérieures est généralement intéressant. C'est particulièrement vrai de celui-ci. Comme d'habitude, les députés ont manifesté beaucoup d'idéalisme. Par tradition, les Canadiens sont idéalistes quand ils discutent des affaires internationales. Puisse-t-il en être toujours ainsi. Les grands mouvements internationaux ont été fondés à partir de sentiments idéalistes comme ceux que nous avons entendu exposer aujourd'hui. Mais on reconnaît de plus en plus—et ça aussi on l'a dit—que nous vivons dans un monde imparfait au milieu d'institutions imparfaites et que les relations internationales sont le reflet de ces imperfections. Il nous faut donc faire bien des choses routinières pour tâcher de transformer nos pensées et nos idéaux en résultats tangibles auxquels nous aspirons tous.

En étudiant l'histoire des institutions internationales, nous sommes devenus plus réalistes, tout en ne perdant pas de vue nos objectifs. Je ne suis pas assez vieux pour me souvenir de la naissance de la Société des Nations. Mais à l'époque, on a dit que c'était l'espoir du monde. Beaucoup d'idéalisme s'y rattachait. Après son échec et son effondrement tragiques la nouvelle organisation, les Nations Unies, a été fondée dans un grand esprit de réalisme. A mon avis, la légitimation du statut de grande puissance, même si ses manifestations nous désolent souvent, a été une reconnaissance pratique et objective des réalités politiques dans le domaine international.